

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2017

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2017

La présente Communication vise à exposer le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2017, en prenant appui sur l'analyse de la mobilisation des ressources et de la réalisation des dépenses.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

A fin décembre 2017, les ressources de l'Etat ont été mobilisées à hauteur de **6.061,1 milliards de FCFA** pour une prévision de **6.149 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 98,6%. Ces ressources sont constituées de recettes fiscales, de recettes non fiscales, de fonds levés sur les marchés monétaire et financier ainsi que de ressources extérieures et de trésorerie.

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **3.171,3 milliards de FCFA** pour une prévision de **3.171,5 milliards de FCFA**. Ces réalisations se déclinent suivant les principaux impôts et taxes ci-après :

- **Les taxes à l'exportation (DUS)** ont été collectées à hauteur de 445,6 milliards de FCFA, avec un écart positif de 19,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions, en liaison avec un volume plus important de cacao exporté que prévu (2.027.165 tonnes contre 1.952.000 tonnes attendues).
- **Les recouvrements au titre des taxes à l'importation perçues sur les marchandises générales** se sont établis à 785,5 milliards de FCFA pour une prévision de 766,6 milliards de FCFA, dégageant un écart positif de 18,9 milliards de FCFA, expliqué essentiellement par un volume importé plus important de marchandises générales par rapport aux prévisions (10 millions de tonnes en réalisation contre 9 millions de tonnes en prévision).
- **L'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été recouvré avec un dépassement d'objectif de 7,8 milliards de FCFA pour s'établir à 306,8 milliards de FCFA en raison, d'une part, de la bonne tenue de l'activité économique en 2016 et, d'autre part, de l'impact de la conjoncture favorable sur certaines matières premières en 2017, notamment le palmier à huile et le caoutchouc, pour lesquelles des retenues à la source au titre des bénéficiaires non commerciaux ont été effectuées.
- **Les revenus issus des ventes de pétrole et de gaz** se sont situés à 91,6 milliards de FCFA contre 86,5 milliards de FCFA prévus, enregistrant un écart positif de 5,1 milliards de FCFA, en raison d'une production de gaz plus importante que prévue et d'un encaissement de 3,2 milliards de FCFA de revenus provenant du pétrole, lié à un enlèvement supplémentaire de 112 924 barils non initialement prévu dans le budget.

L'effet des performances sus-retracées a été amoindri par certaines évolutions moins favorables :

- **Les impôts sur les revenus et salaires** sont ressortis à 438,1 milliards de FCFA, affichant un écart négatif de 18,6 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 456,8 milliards de FCFA, en lien avec la défiscalisation d'une partie des pensions des retraités et les mesures d'exonération en faveur de l'emploi et des personnes en situation de handicap.
- **Les droits d'enregistrement et de timbre** ont été recouvrés à hauteur de 149,1 milliards de FCFA pour un objectif de 156,6 milliards de FCFA, en raison de la contre-performance enregistrée sur les droits de timbre et autres droits d'enregistrement hors droits d'enregistrement sur le café et le cacao.
- **La taxe sur les télécommunications** a été collectée à hauteur de 44,9 milliards de FCFA, avec un écart négatif de 4,1 milliards de FCFA, résultant principalement de l'impact de la fusion-absorption de Côte d'Ivoire Télécom et Côte d'Ivoire Multimédia par Orange Côte d'Ivoire. Cette opération a entraîné la non-taxation des transactions commerciales entre ces trois opérateurs (interconnexion, usage du réseau, divers autres services).
- **L'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers** a enregistré un écart négatif de 5,6 milliards de FCFA avec un niveau de recouvrement de 85,3 milliards de FCFA pour une prévision de 90,8 milliards de FCFA, en liaison essentiellement avec la non-distribution de

dividendes par certaines entreprises, en particulier celles du secteur de l'Energie (CIPREL et AZITO) et du secteur des télécommunications (MTN et Orange Côte d'Ivoire).

- **La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de 347 milliards de FCFA pour une prévision de 350,7 milliards de FCFA, soit une contre-performance de 3,7 milliards de FCFA, essentiellement en raison du niveau plus élevé que prévu des reversements de TVA au secteur de l'électricité, en rapport avec le règlement des factures sur une période plus longue, à la suite de la décision gouvernementale relative à la révision des augmentations de tarifs sur l'électricité.

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été encaissées à hauteur de **161,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 157,4 milliards de FCFA, soit un écart positif de 3,9 milliards de FCFA, dû principalement aux recettes des services (19,6 milliards de FCFA contre 15 milliards de FCFA prévus) et aux dividendes versés par les entreprises publiques (15,8 milliards de FCFA contre une prévision de 13,4 milliards de FCFA).

Les émissions sur les marchés monétaire et financier ont, quant à elles, permis de mobiliser **1.583,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.551,3 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les appuis budgétaires et les ressources extérieures de financement des projets, leur réalisation a atteint un taux de 88,7% avec un niveau de mobilisation de **1.015,3 milliards de FCFA** pour un objectif de 1.145,1 milliards de FCFA. Cette relative contre-performance s'explique par les taux d'exécution moins satisfaisants relevés au niveau des dons-projets (59%), des emprunts-projets (95,3%) et des appuis budgétaires (94,2%).

Enfin, les ressources de trésorerie encaissées s'établissent à **129,5 milliards de FCFA** et portent sur les recettes affectées au remboursement de crédits de TVA et les recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité.

II- EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **5.864,5 milliards de FCFA** pour une prévision de **5.938,2 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 98,8%. Elles s'articulent principalement autour du service de la dette, des dépenses de personnel et des dépenses d'abonnement. Elles portent également sur les subventions et transferts, les dépenses de sécurité ainsi que les dépenses d'investissement et de trésorerie.

Le service de la dette a été payé à hauteur de **1.448,2 milliards de FCFA** contre 1.459,6 milliards de FCFA prévus, soit une exécution moindre de 11,4 milliards de FCFA, en rapport principalement avec le non-paiement des échéances initialement prévues des Eurobonds 2017-2024 et 2017-2032, qui ont fait l'objet de rachat.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **1.512,3 milliards de FCFA**, conformément aux prévisions.

En ce qui concerne **les dépenses d'abonnement**, qui se sont établies à **80,4 milliards de FCFA**, il a été observé un écart négatif de 10,2 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 90,6 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique par les retards dans la transmission des factures d'abonnement ainsi que les différés de validation dus aux erreurs de facturation.

S'agissant des subventions et transferts, ils ont été exécutés pour un montant de **430,1 milliards de FCFA** contre 369 milliards de FCFA initialement prévus, en liaison avec la hausse de la subvention au secteur de l'électricité, des transferts aux EPN, des bourses et des kits scolaires.

Quant aux autres dépenses de fonctionnement, exécutées à hauteur de **697,7 milliards de FCFA**, elles ont globalement été contenues dans les dotations budgétaires, prévues à 729,6 milliards de FCFA.

Les dépenses de sécurité et d'élections se sont établies, pour leur part, à **44,9 milliards de FCFA** contre un objectif de 33,4 milliards de FCFA. Elles couvrent principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité.

S'agissant des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections), elles ont été exécutées à hauteur de **1.523,2 milliards de FCFA** pour un objectif 1.619,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 94%. Ces dépenses ont été financées à 60,5% sur les ressources intérieures. L'analyse des taux d'exécution par institution et ministère se résume comme suit :

- 03 ministères et institutions ont affiché des taux d'exécution inférieurs à 50% ;
- 04 ministères et institutions ont présenté des taux d'exécution compris entre 50 et 75% ;
- 30 ministères et institutions ont réalisé des taux d'exécution supérieurs à 75%.

Enfin, les dépenses de trésorerie sont ressorties à **127,5 milliards de FCFA**, dont 96,9 milliards de FCFA au titre du remboursement des crédits de TVA et 30,6 milliards de FCFA pour le reversement de recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité.

Il convient de relever également que l'exécution budgétaire 2017 fait ressortir un niveau de **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales** de **2.109,6 milliards de FCFA**, en dépassement de 40,7 milliards par rapport à l'objectif plancher de 2.068,9 milliards de FCFA.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat au cours de l'exercice 2017 a été marquée par une évolution globalement satisfaisante des ressources mobilisées et une maîtrise du niveau d'exécution des dépenses.

Les efforts déployés en la matière ont permis d'assurer le respect des engagements pris par le Gouvernement dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le Fonds Monétaire International, notamment ceux liés au niveau du déficit budgétaire global et à l'objectif de recettes.

Ces efforts devront être maintenus et renforcés en 2018, afin de garantir la bonne mise en œuvre du PND 2016-2020 pour consolider la marche vers l'émergence à l'horizon 2020.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2017, soumise pour adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU
PREMIER MINISTRE, CHARGE DU
BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE
L'ETAT**

Adama KONE

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin décembre 2017)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin décembre		LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin décembre	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	6 078,7	6 025,3	5 931,6	DEPENSES BUDGETAIRES	6 078,7	5 814,3	5 737,0
Ressources intérieures	4 825,9	4 880,2	4 916,3	Dettes publiques	1 418,8	1 459,6	1 448,2
Recettes fiscales	3 449,6	3 171,5	3 171,3	Dettes intérieures	849,6	884,0	891,9
DGI	1 827,3	1 678,9	1 644,5	<i>Principale</i>	618,3	655,8	684,6
<i>dont FER</i>	74,1	23,6	19,8	<i>Intérêts</i>	231,3	228,2	207,3
TRESOR	8,5	8,5	8,7	Dettes extérieures	569,2	575,5	556,3
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 613,8	1 484,0	1 518,2	<i>Principale</i>	359,3	366,2	363,2
<i>dont FER</i>	30,0	83,6	84,3	<i>Intérêts</i>	209,9	209,3	193,1
Recettes non fiscales	149,2	157,4	161,4	Dépenses ordinaires	2 606,8	2 701,4	2 720,7
Privatisation et vente d'actifs	9,6	24,3	23,1	Personnel	1 508,1	1 512,3	1 512,3
Transfert des entreprises	5,0	0,7	0,9	Abonnement	90,6	90,6	80,4
Revenus du domaine DGI	35,7	22,0	23,1	Subventions et transferts	377,7	369,0	430,1
Licences de télécommunication	65,0	65,0	62,0	<i>dont subvention au secteur électricité</i>	0,0	8,8	28,9
Intégration ressources additionnelles C2D	0,0	0,0	0,0	Autres dépenses de fonctionnement	630,4	729,6	697,7
Fonds d'investissement en milieu rural	14,5	14,5	13,6	<i>dépenses sociales ciblées</i>	8,8	6,7	6,7
Autres recettes non fiscales	19,3	30,9	38,6	<i>Charges de fonctionnement des services</i>	621,6	703,1	673,6
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 167,1	1 551,3	1 583,6	Dépenses de sécurité et d'élections	14,5	33,4	44,9
Emprunts obligataires		414,0	501,3	Financement intérieur	14,5	33,4	44,9
Bons et obligations du Trésor		405,0	349,9	<i>dont investissement</i>	4,8		
Eurobonds		732,3	732,3	Financement extérieur	0,0	0,0	0,0
Autres emprunts	60						
Ressources extérieures	1 252,8	1 145,1	1 015,3	Dépenses d'investissement	2 038,6	1 619,9	1 523,2
Appuis budgétaires	330,8	440,0	414,3	Financement intérieur	1 116,5	914,8	922,2
<i>FMI</i>	114,0	161,7	154,5	<i>Investissement FIMR</i>	14,5	14,5	13,6
<i>Banque Mondiale</i>	50,0	75,0	69,5	<i>Construction barrage de Soubré</i>	7,8	7,8	7,8
<i>AFD (C2D)</i>	147,6	147,6	147,6	<i>Projets C2D</i>	147,6	94,6	49,7
<i>BAD</i>		40,0	28,4	<i>Couverture Maladie Universelle (CMU)</i>	10,5	11,7	11,6
<i>UE</i>	19,2	15,7	11,0				
<i>Gouvernement Espagnol (C2D)</i>			3,3				
Financement extérieur	922,0	705,1	601,0	Financement extérieur	922,0	705,1	601,0
Dons-programmes (PAPC)		0,0	0,0	<i>Dons-projets</i>	244,3	195,5	115,2
Dons-projets	244,3	195,5	115,2	<i>Emprunts-projets</i>	677,7	509,6	485,8
Emprunts-projets	677,7	509,6	485,8				
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		123,9	129,5	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		123,9	127,5
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		97,7	96,9	Remboursement de crédits de TVA		97,7	96,9
TVA secteur électricité		26,2	32,6	Reversement TVA au secteur électricité		26,2	30,6
TOTAL GENERAL	6 078,7	6 149,2	6 061,1	TOTAL GENERAL	6 078,7	5 938,2	5 864,5

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin décembre 2017)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN DECEMBRE		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	3 171,5	3 171,3	-0,1
DGI	1 678,9	1 644,5	-34,4
Impôts directs	923,5	909,8	-13,7
BIC pétrole et gaz	60,5	64,1	3,6
- BIC pétrole	6,6	8,9	2,2
- BIC gaz	53,9	55,2	1,3
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	863,0	845,7	-17,3
- BIC hors pétrole	299,1	306,8	7,8
- Impôt synthétique et AIRSI	23,2	22,9	-0,2
Impôts sur revenus et salaires	449,9	430,6	-19,3
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,1	
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	90,8	85,3	-5,6
Impôts indirects	755,5	734,7	-20,7
TVA (hors part secteur électricité)	350,7	347,0	-3,7
TOB	64,0	62,4	-1,6
Taxes sur boissons et tabacs	36,6	35,2	-1,3
Droits d'enregistrement et de timbre	155,0	148,0	-7,0
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>80,1</i>	<i>80,7</i>	<i>0,7</i>
<i>Vignette auto part FER</i>		<i>5,0</i>	
Patentes et Licences	28,2	24,5	-3,7
<i>dont Patente commerce part FER</i>		<i>12,9</i>	
Taxes d'exploitation pétrolière	2,8	3,8	1,0
Taxe d'exploitation du gaz	23,1	23,7	0,6
Taxes sur les télécommunications	49,0	44,9	-4,1
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	24,5	23,7	-0,8
Taxe sur le caoutchouc	5,0	5,1	0,0
Taxe pr le dev touristique	0,6	0,6	0,0
Taxe/sachet et mat plast	0,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem	14,5	14,3	-0,2
Accises et autres taxes indirectes	1,4	1,4	0,0
TRESOR	8,5	8,7	0,2
Impôts directs	6,9	7,6	0,7
Impôts sur revenus et salaires	6,9	7,6	0,7
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	
Impôts indirects	1,6	1,1	-0,5
Timbres et vignettes	1,6	1,1	
Autres indirects	0,0	0,0	
DGD (hors PCC, PCS et SGS)	1 484,0	1 518,2	34,1
Droits et taxes à l'importation	1 058,1	1 072,6	14,5
Taxes sur produits pétroliers	291,5	287,1	-4,4
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	766,6	785,5	18,9
Taxes à l'exportation	425,9	445,6	19,6

ANNEXE 3 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT A FIN DECEMBRE 2017

Ministères/Institutions	En FCFA				
	Dotation 2017 (budget)	Dotation 2017 (budget ajusté)	Exécution fin décembre 2017	Taux d'exécution	
	(A)	(B)	(C)	base budget	base budget ajusté
Représentation nationale	1 00 000 000	1 00 000 000	1 00 000 000	100,0%	100,0%
Présidence de la République	47 911 426 882	47 911 426 882	47 911 426 882	100,0%	100,0%
Prématuration et Services Rattachés	78 713 857 918	78 713 857 918	78 713 857 918	100,0%	100,0%
Médiateur de la République	50 000 000	50 000 000	50 000 000	100,0%	100,0%
Commission Electorale Indépendante	45 018 746	45 018 746	45 018 746	100,0%	100,0%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	279 198 238 406	279 198 238 406	279 198 238 406	100,0%	100,0%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	833 777 752	833 777 752	833 777 752	100,0%	100,0%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	4 609 205 548	4 609 205 548	4 609 205 548	100,0%	100,0%
Ministère des Affaires Etrangères	1 224 700 579	1 224 700 579	1 224 700 579	100,0%	100,0%
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste	1 175 340 867	1 175 340 867	1 175 340 867	100,0%	100,0%
Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	2 208 272 997	2 208 272 997	2 208 272 997	100,0%	100,0%
Ministère du Tourisme	1 391 315 395	1 391 315 395	1 391 315 395	100,0%	100,0%
Cour Suprême	86 068 765	86 068 765	86 068 765	100,0%	100,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	99 395 694	99 395 694	99 395 694	100,0%	100,0%
Parquet Général	1 017 625 566	1 017 625 566	1 017 625 566	100,0%	100,0%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	33 022 659 413	33 022 659 413	33 022 659 403	100,0%	100,0%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	746 202 407	746 202 407	746 122 128	100,0%	100,0%
Ministère des Transports	36 597 825 231	36 597 825 231	36 446 572 760	99,6%	99,6%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	25 489 407 842	25 489 407 842	25 186 482 280	98,8%	98,8%
Ministère de l'Economie et des Finances	25 709 834 274	25 709 834 274	25 118 928 956	97,7%	97,7%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	55 129 199 212	55 129 199 212	53 274 539 212	96,6%	96,6%
Ministère des Eaux et Forêts	5 432 008 703	5 432 008 703	5 237 040 703	96,4%	96,4%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	50 922 336 681	50 922 336 681	47 982 536 681	94,2%	94,2%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	15 022 610 969	15 022 610 969	13 902 843 878	92,5%	92,5%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	38 938 027 926	38 938 027 926	34 938 027 926	89,7%	89,7%
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	29 354 832 396	29 354 832 396	26 133 832 396	89,0%	89,0%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et Service Civique	17 401 822 103	17 401 822 103	14 122 131 858	81,2%	81,2%
Ministère de l'Industrie et des Mines	5 653 065 867	5 653 065 867	4 569 665 867	80,8%	80,8%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	158 609 100 175	158 609 100 175	122 395 799 811	77,2%	77,2%
Sécrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, Chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	14 177 891 786	14 177 891 786	10 682 333 103	75,4%	75,4%
Ministère des Infrastructures Economiques	575 175 662 761	575 175 662 761	381 220 062 368	66,3%	66,3%
Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité	17 14 950 467	17 14 950 467	1 130 250 467	65,9%	65,9%
Sécrétariat d'Etat Chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	6 875 249 139	6 875 249 139	3 798 588 532	55,3%	55,3%
Ministères des Ressources Animales et Halieutiques	6 702 600 454	6 702 600 454	3 404 185 954	50,8%	50,8%
Ministère des Sports et Loisirs	38 160 551 795	38 160 551 795	14 290 551 795	37,4%	37,4%
Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable	12 568 532 591	7 728 532 591	3 807 797 412	30,3%	49,3%
Ministère du Plan et du Développement	90 840 398 974	23 608 698 974	18 604 894 771	20,5%	78,8%
TOTAL (y/c FIMR et FER)	1 920 188 583 816	1 848 116 883 816	1 523 149 980 472	79,3%	82,4%

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes. Cela concerne particulièrement le Ministère du Plan et du Développement pour lequel 67,2 milliards sur 90,8 milliards de crédits constituent des dons destinés à la mise en œuvre et au suivi de l'UNDAF

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN DECEMBRE 2017

(toutes sources de financement confondues)

(En Francs CFA)

DOMAINES	2016	2017	
	Réalisation	Objectif fin décembre	Exécution à fin décembre
01 Agriculture et développement rural	123 972 400 033	73 302 444 338	84 307 351 351
01.0 Administration générale	58 633 530 748	34 767 116 589	45 001 020 545
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	24 456 107 594	8 957 452 209	5 933 956 789
01.2 Formation et encadrement	10 178 135 391	12 171 335 469	15 101 811 081
01.3 Aménagement hydro-agricole	17 134 626 300	2 916 540 071	4 682 375 603
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	13 570 000 000	14 490 000 000	13 588 187 333
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	9 114 461 161	11 909 073 144	10 199 695 067
02.0 Administration générale / formation et encadrement	5 606 411 126	5 766 653 298	6 040 524 571
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 325 824 054	1 576 608 148	2 232 660 876
02.2 Pêche et aquaculture	1 182 225 981	4 565 811 698	1 926 509 620
03 Education	1 179 287 964 390	1 111 722 252 693	1 085 463 651 843
03.0 Administration générale	32 770 125 898	35 108 529 664	34 957 945 511
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	531 080 794 039	473 535 688 226	480 186 043 391
03.2 Alphabétisation	573 113 492	469 606 213	452 116 549
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	359 944 222 244	411 563 546 161	357 334 402 413
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	211 419 708 717	191 044 882 429	212 533 143 979
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	43 500 000 000		
04 Santé	330 439 726 736	379 718 139 298	338 948 310 186
04.00 Administration générale santé	157 012 333 166	164 291 807 004	165 008 814 496
04.01 Système de santé primaire	59 538 982 312	97 677 649 122	70 639 077 461
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	3 975 526 103	2 830 307 722	1 522 464 239
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	38 469 417 532	20 523 456 036	20 431 501 556
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	1 413 136 863	11 463 591 376	11 318 026 632
04.05 VIH/SIDA	3 169 197 957	22 985 970 942	23 275 602 058
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 861 132 803	59 945 357 096	46 752 823 744
04.7 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	20 000 000 000		
05 Eau et Assainissement	58 635 218 152	80 347 020 202	48 271 355 026
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	21 574 670 136	79 152 095 100	47 478 719 409
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	7 060 548 016	1 194 925 102	792 635 617
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 500 000 000		
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable	16 500 000 000		
06 Energie	45 458 414 778	74 779 489 840	113 872 673 583
06.1 Accès à l'électricité	31 958 414 778	74 779 489 840	113 872 673 583
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité	13 500 000 000		
07 Routes et ouvrages d'art	153 833 087 949	214 629 491 592	329 357 739 737
07.1 Entretien pistes rurales	20 063 038 412	13 372 353 896	22 279 511 996
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	8 187 146 456	7 828 635 634	9 153 718 115
07.3 Autres travaux routiers	100 582 903 081	193 428 502 062	297 924 509 626
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et Aménagement	25 000 000 000		
08 Affaires Sociales	38 399 517 634	36 307 133 215	27 217 653 266
08.0 Administration générale	31 248 954 465	27 472 116 105	19 269 584 877
08.1 Formations destinées aux femmes	1 575 627 583	676 102 383	587 604 560
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 111 681 076	3 597 303 550	3 922 740 626
08.3 Formation au personnel d'appui	1 779 495 361	1 688 992 926	1 617 774 996
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	683 759 149	2 872 618 251	1 819 948 207
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	55 136 899 814	62 548 029 316	55 042 599 537
09.1 Décentralisation	55 136 899 814	62 548 029 316	55 042 599 537
10 Reconstructions et réhabilitations	11 279 407 992	12 836 677 200	12 700 000 000
10.1 Reconstruction et réhabilitation		136 677 200	
10.2 Habitat et logement sociaux	11 279 407 992	12 700 000 000	12 700 000 000
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	9 230 100 598	10 791 761 388	4 258 604 006
11.1 Promotion et insertion des jeunes	6 639 498 563	7 231 275 616	2 590 313 221
11.2 Appui et suivi DSRP	73 239 211	984 700 000	84 698 598
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 517 362 824	2 575 785 772	1 583 592 187
TOTAL	2 014 787 199 237	2 068 891 512 226	2 109 639 633 602